



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

**Branche Santé 33**

contact@npa33.org  
www.npa33.org  
07 83 64 43 49

13 mars 2023

## **Face à Macron et au mépris : une seule réponse, généralisons la grève !**

La comédie parlementaire continue : le Sénat a voté vendredi la retraite à 64 ans... une « commission mixte » composée de sept députés et sept sénateurs doit se réunir ce mercredi 15 mars, avant le vote jeudi à l'Assemblée.

Les grandes manœuvres et négociations redoublent entre droite et macronistes. Et s'il n'a pas de majorité, Macron est prêt à passer en force par le 49,3.

Mais il est affaibli par la puissance de notre mouvement, par la reconduction de la grève chez les cheminots, dans l'Énergie, chez les éboueurs de plusieurs villes, dans une partie de l'éducation nationale... par les initiatives que prennent les assemblées de grévistes, les collectifs de lutte qui tiennent des piquets, bloquent des dépôts pétroliers, s'adressent aux automobilistes lors de barrages filtrants.

Véran, Dussopt, Borne, Macron et les classes dominantes ont la trouille de ce mouvement qui se construit à la base, en profondeur, c'est la seule opposition qui peut les faire plier !

L'heure n'est plus à ces journées saute-moutons de l'intersyndicale. Elle ne peuvent suffire à faire plier le gouvernement. Il faut amplifier et généraliser la grève, que la loi soit « adoptée » par ceux qui méprisent l'immense majorité de la population ou que Macron-Borne dégainent une nouvelle fois le 49.3. Leur loi est et sera illégitime.

### **La légitimité et la démocratie sont celles de la lutte et de la rue !**

A partir de ce mercredi 15 mars, cela peut basculer vers une généralisation de la grève pour vaincre le gouvernement et ses donneurs d'ordres. Des dizaines de syndicats, d'intersyndicales locales, de branches appellent à poursuivre la grève.

Seul cet affrontement peut renverser le rapport de forces sur les retraites, mais aussi sur les salaires, les conditions de travail, les embauches, les services publics, car c'est une lutte globale. Mais l'intersyndicale ne pose toujours pas la perspective de la grève générale reconductible. Plutôt que d'organiser réellement

l'affrontement par la grève avec le pouvoir pour le contraindre à retirer sa loi, elle lui demande de rouvrir le « dialogue social » ! Sans surprise, Macron a répondu par une fin de non-recevoir à la demande de « rencontre » faite par l'intersyndicale.

Quant à l'appel fait à Macron pour qu'il organise un référendum citoyen, c'est une impasse et un piège qui vise à déplacer la lutte et la colère de la rue vers les bureaux de vote.

Le référendum a été fait et refait, c'est celui de la rue, des sondages massifs. Le gouvernement est ultra minoritaire mais il ne lâchera que sous la pression de la lutte et de la grève, pas celle des institutions. Il n'y a rien à « débattre », cette réforme doit être retirée !

### **« Partage des richesses, partage du temps de travail ! »**

Les 152 milliards de bénéfices nets du CAC 40, un record, les milliards de cadeaux du gouvernement en exonérations diverses, c'est cela qu'ils veulent nous faire payer. C'est une véritable guerre sociale entre les capitalistes et le monde du travail.

Dans de nombreuses entreprises, comme ici à Safran, à la Sabena, des salariés entrent en lutte pour les salaires, les conditions de travail en plus des retraites. Toutes ces grèves sont autant de fronts d'une même contre-offensive des travailleurs et travailleuses.

Ce 15 mars en est une nouvelle étape, peut-être un tournant vers la généralisation du blocage du pays.

Il nous faut la préparer, la discuter, l'organiser nous-mêmes à la base, indépendamment du calendrier du parlement et du gouvernement ! C'est maintenant qu'il faut convaincre, entraîner, contre Macron et son monde, ses donneurs d'ordres, pour une société solidaire, dans l'intérêt du plus grand nombre !

**Mercredi 15 mars à 12h Bordeaux !  
Manifestation place de la Bourse  
et à 17h AG de la lutte salle Victor Hugo  
(Château du diable) à Cenon**

## **Urgences du CHU, une crise sans précédent...**

Moins d'un an après la décision de fermer l'accès aux Urgences de Pellegrin la nuit, c'est une nouvelle étape dramatique qui est en train d'être franchie.

Face à une dégradation qui semble ne plus devoir s'arrêter, conséquence mais aussi cause du manque de 30 % de médecins urgentistes, la direction a rencontré les équipes et les syndicats. Sa seule « solution », ubuesque, est d'envisager la fermeture « temporaire » d'un des deux services d'urgences, Pellegrin ou Saint-André.

La presse s'en étant fait l'écho, la direction a « démenti ». Sauf que tout indique que c'est bel et bien vers au minimum une réduction drastique de l'activité des Urgences de Saint-André que l'on va.

Il est illusoire de penser que la situation pourrait s'améliorer sans que nous tous, personnels hospitaliers de toutes professions, paramédicaux, médicaux, ouvriers ou administratifs, nous prenions nous-mêmes les choses en main pour imposer une toute autre organisation de l'hôpital, des embauches massives et pour cela des salaires et des conditions de travail respectueuses.

## **La vie avant les profits !**

A en croire direction et ministres, ils n'ont rien vu venir ! Mais cela fait des décennies que les hospitaliers font grève et manifestent contre la destruction de l'hôpital et du système de santé, la logique de la rentabilité et du profit. Juste avant le Covid, tous les services d'urgence étaient dans la rue pour dénoncer la débâcle. Plus de 1000 médecins chefs de services avaient envoyé leur démission administrative, des collectifs « interurgences » et « interhôpitaux » organisaient des manifestations. Et en face, un mélange de répression et de boniments...

L'après Covid est pire encore que l'avant !

Alors que la Métropole de Bordeaux approche le million d'habitants, le système de santé s'effondre. Les ambulances font la queue devant les Urgences, des patients sont agglutinés brancard contre brancard et attendent des heures de voir un médecin. Dans les cliniques, des urgences ferment plusieurs nuits par semaine, voire des week-end entiers.

Le service de régulation du 15 est incapable de faire face, avec jusqu'à 3000 appels par jour et plusieurs dizaines de minutes parfois avant que quelqu'un décroche. Des urgences vitales ne peuvent être prises en charge. Un cercle infernal qui fait craquer personnels et médecins !

Nous n'avons pas le choix : face à l'incurie et au mépris des dirigeants, nos luttes, notre solidarité doivent changer la donne et imposer que les milliards qui ruissellent sur les riches servent à la santé et à la vie !

## **Bon pour le service !**

Tous les cinq ans, l'hôpital public passe sa visite de certification. Il doit montrer qu'il répond à une liste de critères de qualité fixée par le gouvernement. S'il n'est pas assez bon, il peut se voir fermé, la bonne blague ! Jusqu'à ce qu'il soit à nouveau labellisé.

A Perrens, on y est !! Les experts visiteurs seront là fin mars. Nous devons être au top : connaissance parfaite des nouveaux protocoles d'hygiène, de traçage informatique des soins, tout ce qui est médico-légal est dans le viseur et haché menu-menu pour plaire aux visiteurs.

On nous inflige des heures de réunions de révisions, le tout orchestré par notre hiérarchie au garde à vous. Tout le monde doit être sur le pont, pas de vacances pendant cette semaine, on est priés d'être polis avec les experts.

Bien sûr, tout cela se fait sur le temps consacré aux patients et peu importe que l'hôpital soit malade depuis des années. Pendant cette semaine on est censé dire que tout va bien, qu'on est efficace, qu'on soigne bien !!

Et si on leur expliquait que ça n'est pas le cas ?

## **Clinique Bordeaux Nord : ça ne peut plus durer !**

A Bordeaux Nord, le manque de personnel est criant. Comme partout, des salariés préfèrent quitter l'établissement plutôt que de supporter des conditions de travail dégradées et des salaires qui stagnent. Un nombre non négligeable de salariés est aussi en arrêt.

Pourtant, la direction continue à embaucher de nouveaux médecins et chirurgiens dans la perspective de l'ouverture en juin d'un nouveau bâtiment d'ambulatorio. Les programmes opératoires sont maintenus voire augmentés, profits obligent, au prix de mettre les patients et les soignants en danger.

Pour justifier le manque de personnel, la direction a toujours le même discours : elle n'en trouve pas, donc on continue comme ça en espérant que « ça passe » ; une fuite en avant irresponsable. Même si cela révolte d'en arriver là, ce qu'on demande c'est de ne maintenir les lits ouverts qu'au prorata du personnel réellement présent.

## **Etudiants en médecine : la colère gronde**

Après le concours de la première année en santé et l'entrée en école d'infirmier·e·s, Macron s'est attaqué, avec Olivier Véran puis François Braun, au concours national de la 6<sup>ème</sup> année de médecine qui consiste à choisir la ville et la spécialité. Le but de cette réforme ? Mettre le concours en début de cette 6<sup>ème</sup> année et non plus à la fin, laissant moins de temps pour apprendre quasiment le même programme et leur permettant d'avoir des étudiants sous-payés à temps plein à l'hôpital pendant 1 an.

La détresse des étudiants est dans toutes les villes et de nombreuses manifestations sur les facultés ont eu lieu pendant ces 2 dernières années, sans grande écoute. De nombreux étudiants comptent saboter leurs études afin de redoubler. A Bordeaux, ils devraient être 25 %.

Impensable pour l'administration pour qui trop de redoublements engendrerait un déficit d'internes à la rentrée 2024, pensant peut-être culpabiliser les étudiants ?

Plutôt que d'écouter leur détresse, ils tentent de faire pression en déclarant que les notes qui compteront pour le concours seront celles du premier passage, même en cas de redoublement (il faut avoir 14 au concours).

Tout pour essayer d'avoir de la main d'œuvre pas chère !